Ainsi donc . . .

Al-Wadi, 10 juillet 1934

« 2 »

Ainsi donc — qu'est-il arrivé à la sécurité hier ? Et qu'est-il arrivé à l'ordre ? Et quel danger a menacé la paix des Égyptiens et des étrangers, lorsque le ministère a retenu sa police et ses troupes, et a laissé le peuple montrer librement sa propre opinion, s'acquittant de son devoir avec dignité, et jouissant de son droit, sans agression, sans transgression, sans la moindre tentative de méfait ou d'agression ? Hier, dans la province de Qalyoubiya, le peuple lui-même était seul maître du terrain — aucune autorité ne pesait sur lui injustement ou par la force, aucun pouvoir ne l'affrontait ni ne l'entravait, aucune confiscation ne le touchait. L'âme même du peuple révéla ce qu'elle contenait, et cette même âme montra sa vraie nature, et la conscience du peuple prouva, du début à la fin, qu'elle était pure, propre, irréprochable, exempte de toute inclination au mal, de toute hostilité, de tout penchant à l'agression, de toute rébellion, de toute ambition d'insurrection. Ce qui l'animait n'était rien d'autre qu'une foi sincère en ce qui est juste, une conviction sûre dans le devoir, un souci véritable de la dignité, et une loyauté vraie envers les fidèles. Ce sont là autant de qualités d'honneur et de noblesse, autant de qualités de sécurité et de paix, autant de qualités de bien et de bénédiction. Pourquoi donc ce ministère fait-il la guerre à ces qualités mêmes ? Pourquoi résiste-t-il à ces vertus mêmes ? Que veut le ministère, en essayant d'empêcher cette lumière de briller, d'étouffer cette splendeur avant qu'elle ne paraîsse, et d'empêcher la souveraineté propre du peuple d'étendre son autorité sur les âmes mêmes du peuple — tandis qu'il garde plutôt son aile miséricordieuse et fidèle déployée sur le sol de la patrie ?

Ainsi donc — quel profit y a-t-il, quelle utilité, à faire la guerre à ces nobles vertus, à ce sentiment pur, à cette liberté sûre et radieuse — et à vouloir que ce peuple en soit humilié ? Car ce n'est pas pour l'humiliation qu'ils furent faits ; ils ne furent faits que pour être libres, honorables, indépendants, de nobles fils.

Oui — et ainsi le répétons-nous encore et encore, et le redisons aujourd'hui, demain, et après-demain, exactement comme nous le disions hier et avant-hier, en réponse à une question que nous nous posons à nous-mêmes, que nous posons au peuple, que nous posons à la Nature, si la Nature pouvait jamais répondre : à quoi bon cette résistance qu'oppose

le peuple ? À quoi bon cette confiscation que subit le peuple, quand le peuple ne cherche que le bien ? À quoi bon cette guerre menée contre le peuple, quand le peuple ne veut de mal à personne, et se satisfait de n'en vouloir à personne ?

Oui — et ainsi disons-nous aujourd'hui à Qaïssi Pacha un mot que nous lui disions hier, et que nous lui disions, à lui et à d'autres, avant-hier, sans jamais trouver de réponse — car c'est précisément ce silence qui embarrasse ses propres compagnons, et qui constitue contre lui l'argument le plus fort, prouvant à leur détriment l'excès de tout ce qu'ils disent, et l'excès de tout ce qu'ils font, et prouvant contre eux leur impuissance et leur incapacité à répondre chaque fois qu'ils ne disent rien et ne font rien.

Ces dizaines de milliers de gens qui se sont rassemblés hier dans la ville de Benha pour enterrer un homme noble, mort en accomplissant un devoir — ils se sont rassemblés avec une résolution sincère, une intention pure, capables d'accomplir leur devoir, croyant en ce qui est juste, tenant leurs chefs pour sacrés, et faisant confiance à la direction de leur nation. Quel mal, alors, ce rassemblement a-t-il fait à l'Égypte ? Quel mal ce cortège funèbre a-t-il fait à la sécurité ? Et quel mal ces foules rassemblées autour de leurs chefs fidèles ont-elles fait à l'ordre ?

Nous retrouvons aujourd'hui ces mêmes questions comme nous les retrouvions hier, à chaque occasion, et nous continuerons de les porter aux oreilles des ministres exactement comme avant, bien qu'elles ne parviennent jamais jusqu'à leur cœur. Car les ministres ne veulent pas les entendre — ils ne peuvent même pas se résoudre à les entendre —, occupés qu'ils sont à exercer le pouvoir et à s'accrocher à l'autorité ; et en gardant ainsi le pouvoir et l'autorité entre leurs mains, ils ne veulent ni ne peuvent entendre la parole de vérité. Et ils ne veulent ni ne peuvent regarder vers la lumière de la vérité, même s'ils avaient autrefois voulu, ou pu, la voir, avant que leurs pas ne se fixent là où ils se trouvent maintenant, et avant que leurs corps ne s'installent dans les sièges du pouvoir qu'ils occupent aujourd'hui — contents, qu'ils en soient satisfaits ou non, de rentrer chez eux depuis ce pouvoir, et d'y jouir du repos, du calme et du confort qui conviennent à des hommes comme eux, et de se détourner de la vie publique et de ses soucis, simplement parce qu'ils n'ont jamais été préparés à conduire les affaires. C'est le peuple qui conduit les affaires du peuple quand le peuple aime le faire, le peuple qui gère les intérêts du peuple quand le peuple lui fait confiance, le peuple à qui l'on confie les droits mêmes du peuple, sans qu'il les gaspille, sans

qu'il en confisque la liberté, sans qu'il tente jamais de lui imposer l'humiliation, ni la soumission par la brutalité. C'est le peuple qui gouverne le peuple, quand le peuple l'écoute sans crainte, agit selon sa parole sans contrainte, se rallie à lui sans être convoqué, et le suit dans l'obéissance sans crainte du bâton.

Oui, ainsi donc — quel argument ont les ministres pour la souffrance qu'ils infligent à des gens qui ne voulaient qu'accueillir, ou saluer, le chef de la délégation ? Quel argument a le ministère pour gaspiller les droits, les libertés et la dignité des gens, quand tout ce qu'ils voulaient, c'était montrer qu'ils restent fidèles au chef de la délégation, qu'ils ne trahissent ni leur confiance ni leur conviction, qu'ils ne se dérobent en rien à ce qui est juste, ne manquent à aucun devoir, et ne vendent jamais leur pays à bas prix ? Les voici — des dizaines de milliers de gens qui ont accueilli le chef de la délégation hier, et n'ont dit que ce qu'ils voulaient dire, et n'ont fait que ce qu'ils voulaient faire, et sont repartis en paix, sans verser de sang, sans commettre de péché, sans exposer notre sécurité au moindre danger, et sans porter la moindre atteinte à l'ordre. Les ministres et leurs agents peuvent-ils vraiment nier qu'ils se rendent coupables de la pire espèce de méfait, dans ce spectacle qu'ils montent, mobilisant pour cela la police et l'armée, embarrassant par là les cœurs des gens, et violant par là la loi et la Constitution, chaque fois que le chef de la délégation part ou revient ? Les ministres et leurs agents peuvent-ils nier que le méfait n'a rien à voir avec la sagesse, et ne sied ni aux sages, ni à ceux qui pensent clairement — et que persister dans le méfait ne prouve rien quant à la rectitude du jugement, ni quant à la justesse de l'opinion, ni quant à un souci véritable du bien public, mais prouve plutôt exactement ce dont nous préférerions que les ministres eux-mêmes fussent exempts ? Les ministres et leurs agents peuvent-ils nier que ce qui s'est passé hier fournit une preuve éclatante, évidente pour l'intelligent comme pour le sot, qu'ils se font tort à eux-mêmes et au peuple chaque fois qu'ils frappent sans raison de frapper, et prennent des précautions sans nécessité de précaution — et qu'ils se font tort à eux-mêmes et au peuple simplement en demeurant au pouvoir, alors que le peuple ne le leur souhaite pas, et ne veut voir aucun d'entre eux y rester ? Et qu'est-ce qui a donc empêché le ministère, hier, de nuire à cette immense foule, d'empêcher son rassemblement, de repousser son attroupement ? Était-ce la peur, ou était-ce la sagesse ? Si c'était la peur, pourquoi donc a-t-il eu peur hier, et pourquoi n'a-t-il jamais peur les autres fois que le peuple entend se rassembler ou s'attrouper ? Et si c'était la sagesse, pourquoi donc a-t-il fait preuve de sagesse hier, et pourquoi n'en fait-il

preuve aucune les autres fois ? Ou n'était-ce, tout simplement, que confusion de jugement, désordre dans ses propres affaires, incapacité à planifier, et incapacité à trouver une ligne de conduite conforme à la raison, à l'intérêt, et à une pensée claire ?

La leçon que le ministère a donnée au peuple avant-hier a suscité chez lui tristesse et chagrin, et laissé les cœurs et les esprits troublés. La leçon que la nation a donnée hier a suscité au contraire le contentement, consolant ces mêmes cœurs et esprits du trouble qu'ils avaient ressenti, et prouvant à quiconque veut bien comprendre que l'Égypte est bien loin du désespoir que certains lui prêtent, bien loin de l'humiliation que certains lui souhaitent, et bien loin de la faiblesse et de la reddition que certains attendent d'elle.

Les Anglais peuvent-ils comprendre ces deux leçons, peser leurs résultats l'un contre l'autre, et tirer de cette comparaison, et de cette compréhension, les fruits qu'ils devraient en tirer ?

Taha Hussein

Al-Wadi, 10 juillet 1934.